

FINISTÈRE : Trois ans après la bataille de l'artichaut lenteur dans l'organisation des producteurs

(De notre correspondant à Morlaix, R. LOHRIC)

UN soleil rare en cette saison de Pâques, une végétation rabougrie qui redémarre avec peine, là où, les années précédentes, s'étaient étalés les champs de choux-fleurs, là où pointaient les rangées de drageons : c'est pour toute la Ceinture Dorée — la région autour de Roscoff et de Saint-Pol-de-Léon — une catastrophe comme on en connaît peu. 80 à 90 p. 100 des premières variétés de choux-fleurs ont été détruites ; et, pour les variétés d'avril et de mai, les producteurs ne conservent l'espoir que de sauver 50 p. 100 de la récolte. La production d'artichauts est aussi sérieusement atteinte, et pour plusieurs années, car comment obtenir des plants pour le renouvellement des plantations ? Mais le froid n'a pas des conséquences catastrophiques seulement pour les producteurs, en fait c'est tout l'essor économique de la région qui se trouve entravé. La « Guerre de l'artichaut », décrite avec lyrisme par Serge Mallet, ne risque pas de se rallumer cette année du fait d'une production excédentaire. Justement, où en sont les rapports entre ceux qui sont à la S.I.C.A. et ceux qu'on continue à appeler les « Indépendants » ? Nous sommes allés nous renseigner sur place, à Mespaul, un petit bourg non loin de Saint-Pol, placé au cœur du problème, puisque la moitié environ des paysans sont passés à la S.I.C.A., alors que l'autre moitié se maintenait en dehors de cette organisation.

Rouges contre Blancs ?

C'est dimanche à Mespaul et, comme partout ailleurs, il y a ceux qui vont à la messe et ceux qui n'y vont pas. Vieille division, qui coïncide ici avec des antagonismes politiques solidement établis. C'est l'opposition historique entre les Rouges et les Blancs, opposition qui souffrait peu de nuances jusqu'à présent. Qu'en est-il aujourd'hui ? Nos camarades Olivier Kersauzon et Marcel Penn nous ont expliqué comment, aux dernières élections, l'un des administrateurs de la S.I.C.A. a accepté de se « mouiller » et de faire voter pour Tanguy-Prigent. Et l'analyse des résultats prouve qu'à Plouénan, par exemple, si une soixantaine de paysans, ne pouvant décemment voter pour le député sortant (dont l'action, même sur le plan économique, était pour le moins discutable), ont préféré voter nul, il s'est produit un déplacement de plusieurs centaines de voix en faveur de notre camarade qui a porté son chiffre à un niveau jamais atteint. C'est que les problèmes économiques (ceux, en

particulier de l'organisation des marchés, des réformes à entreprendre sur le plan de la production et de la commercialisation), et leurs conséquences sociales, viennent brouiller les cartes et déranger les traditionnelles classifications, politiques et religieuses.

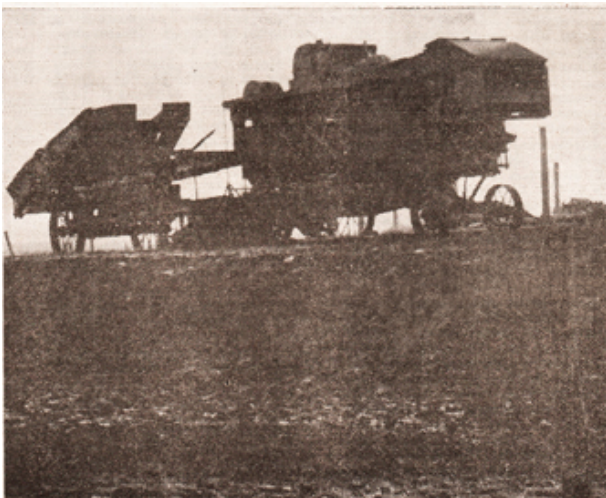
La gauche écartelée

La ligne de clivage entre la S.I.C.A. et les « Indépendants » passe à travers les forces de gauche et à travers le P.S.U., en particulier. À Mespaul, seuls quelques hommes de gauche, quelques militants du parti, sont passés à la S.I.C.A., alors que l'essentiel de la « gauche » se maintenait en dehors. La situation est donc apparemment nette : la grande majorité de la S.I.C.A. constitue ce qu'on appelle la « droite ».

À Plouénan, les proportions sont différentes, mais nos camarades n'en sont pas moins minoritaires. Et cette situation ne fait qu'augmenter la méfiance des « Indépendants » à l'égard de l'organisation rivale. L'influence de la J.A.C., la part décisive qu'elle a prise dans la constitution de l'organisme, les appuis dont elle dispose à l'extérieur, l'attitude de certains de ses dirigeants, en 1958, lors des précédentes élections législatives, ce sont là des arguments dont on se sert volontiers pour justifier une hostilité qui a aussi (nous le verrons tout à l'heure) d'autres raisons. Que cet état de choses crée des difficultés au parti, cela se conçoit aisément. En fait, il a fallu tout le crédit dont dispose ici Tanguy-Prigent pour éviter une cassure dans nos rangs. Mais les contradictions sont toujours là, les problèmes sont en suspens, tandis que des essais de rapprochement sont tentés.

Marcel Penn et Olivier Kersauzon ont opté, dès le départ, pour la S.I.C.A., mais ils sont de ceux qui cherchent à faire le joint avec les Indépendants. « Nous regrettons que l'union ne se fasse pas. Les Indépendants nous disent que ce sont les Blancs qui mènent l'affaire, et que nous sommes minoritaires. C'est vrai, mais, d'un autre côté, nous le resterons tant qu'ils ne viendront pas nous renforcer. » Les Indépendants n'ont peut-être pas tous les torts, lorsqu'ils accusent les dirigeants de la S.I.C.A. d'établir de plus en plus fortement leur emprise sur l'organisation. Et peut-être, en effet, ces derniers ne font-ils pas tout ce qu'ils pourraient pour faire tomber les préventions, la méfiance à leur égard. La preuve peut être fournie par les récentes élections au poste d'admi-

nistrateur, dans le secteur de Lanmeur. Dans ce canton (dont le représentant au Conseil général est justement Tanguy-Prigent) c'est un homme appartenant au même courant que Gourvenec qui vient d'être élu. Le Trégorrois élisant un homme de droite ! La gauche s'est sentie tout à coup mal à l'aise. Il y a, à ce fait, deux explications. D'abord, il semble bien que le principe de l'élection à bulletins secrets et sans candidats déclarés (principe démocratique, à première vue, et qui a fait ses preuves) a subi quelques entorses et qu'il y ait eu des candidatures « en dessous ». Il faut bien reconnaître, ensuite, que la gauche, à la S.I.C.A., est isolée et dispersée. La droite a un sens de l'entraide que ne possède pas la gauche, et qui lui permet de prendre des initiatives et de placer ses hommes, de les soutenir, de les pousser. Il y a, à gauche, une tradition d'intégrité, qui laisse les militants désarmés et les rend incapables de monter une cabale pour s'emparer d'un poste. C'est parfois un désavantage. Aussi commentent-ils à prendre conscience de leur poids (car, lorsque la S.I.C.A. se targue de sa représentativité, c'est bien en incluant dans ses forces les secteurs de gauche) et de la nécessité d'une cohésion plus grande. Il leur faut rattraper le retard pris dans le domaine de la formation, de l'intéressement des militants aux problèmes économiques, de la préparation aux transformations qui interviennent dans les conditions de travail et les rapports sociaux. On voit la J.A.C., par exemple, faire un effort extrêmement important de formation pour donner à ses militants les moyens de s'exprimer, donc d'être écoutés. C'est là une nécessité dont on commence à prendre conscience dans les milieux de gauche ; des réunions d'information sont projetées, qui doivent permettre d'opposer au dynamisme de la droite, un dynamisme tout aussi grand. Il ne suffit pas de revendiquer des postes, il faut disposer de gens assez préparés pour les tenir.



(Photo Tribune)

Toute forme de regroupement n'est pas bonne...

Au sein de la S.I.C.A.

Au fond, le tort de la gauche a été de s'être laissée prendre de vitesse. Les idées d'organisation du marché étaient dans l'air depuis longtemps déjà. Lorsqu'elles se sont trouvées traduites dans les faits, quelle attitude fallait-il adopter ? « Tout le monde en avait marre, nous disent Kersauzon et Penn. La S.I.C.A. était nécessaire. Il fallait organiser quelque chose. Si la S.I.C.A. ne s'était pas créée, les Indépendants ne se seraient pas « organisés » non plus. Il était impossible de continuer comme avant, comme s'il n'y avait rien de changé, et comme s'il n'y avait la possibilité de rien changer. Il y a eu la prise de conscience qu'il ne fallait plus être désarmé devant l'acheteur, soumis à sa bonne volonté. Ceux qui rouspétaient étaient mis à l'index, et ne pouvaient vendre leurs primeurs. Il fallait arriver avec sa charrette, de bonne heure, attendre pendant des heures, alors qu'il y avait du travail à la maison, et revenir aussi bien avec son chargement invendu. » Ce qu'on a appelé la « moralisation » du marché, c'est d'abord cette volonté de supprimer les tractations, les marchandages, les fraudes, parce que tout cela se retournait finalement contre le paysan ; de déterminer un cours public auquel chacun puisse se référer. C'est à cette discipline de marché que les Indépendants ont du mal à se plier. Aujourd'hui encore, même lorsqu'ils acceptent l'idée d'un marché organisé, ils réclament qu'il y ait une demi-heure ou une heure de marché libre, ce qui est impossible, car ce serait faire renaître les manœuvres de division. Individualisme, espoir de s'en tirer, chacun de son côté, désir de sauvegarder une situation privilégiée ? Il y a aussi le fait que bien souvent on continue à raisonner en termes de spéculation, comme si les conditions économiques étaient les mêmes qu'il y a cinquante ans, comme si l'on était encore en régime de protectionnisme et comme si n'existait pas la concurrence, nationale et internationale. Une petite mésaventure survenue dans la région tout récemment montre la vanité de tels raisonnements : alors que le cours de l'oignon était à 35 francs les 50 kilos, beaucoup ont cru qu'il était possible de stocker la production d'oignons et d'attendre que le prix monte. Par le biais d'importations, il a été facile, au gouvernement, de faire tomber rapidement le cours à 10 francs. Il est impossible de raisonner comme si la Bretagne était le seul producteur de primeurs, alors que le nord-est du Finistère ne produit que 150.000 tonnes de choux-fleurs et que l'Italie va porter sa production à un million de tonnes. C'est donc sur le plan de l'organisation de l'activité agricole que se place la survie de la région. Quantité et qualité, ce sont les deux impératifs que se fixent les paysans. Des expériences diverses sont tentées, des cultures nouvelles sont envisagées, des modifications importantes sont en cours, et jamais les paysans n'avaient suivi autant de séances de vulgarisation. Mais, dans la perspective de ces transformations, on ne peut continuer avec des moyens archaïques. L'individualisme est révolu, on s'achemine vers une agriculture de groupe. A Plouéan, par exemple, des

agriculteurs se sont groupés, pour tenter l'expérience de la culture de la carotte et de l'oignon, mettant en commun les moyens de production, acceptant une discipline de vente (80 p. 100 de la production sont vendus par le groupe, les 20 p. 100 restants étant en vente libre). Rejetant les formes de spéculation, c'est dans la régularité de la production qu'ils fondent leurs espoirs.

Notre rôle

Il est bien évident que toute forme de regroupement n'est pas bonne. Et c'est ici qu'apparaît nettement le rôle qui peut être celui du parti. Dans cette région, où aucune organisation semblable à la J.A.C. n'apporte une formation, tant professionnelle qu'économique, aux militants de gauche, c'est au P.S.U. qu'incombe la charge d'assurer la cohésion de ce secteur. Il peut mettre en garde contre certaines tentations qui feraient dévier les tentatives en cours, jouer un rôle de contestation et éviter la mainmise de certains sur l'organisation, la bureaucratisation aussi de ses activités. Il faut empêcher que ne se reproduisent les évolutions qui ont marqué beaucoup de coopératives, où l'extension des activités, la lourdeur de la gestion

ont contribué à resserrer le pouvoir entre les mains de quelques-uns, à couper les organismes de direction de la masse des adhérents, à priver ceux-ci d'un outil de promotion sociale.

Le rôle du parti est donc d'impulser la formation et d'assurer la cohésion de ceux qui ont les mêmes réactions, face à la révolution de l'agriculture. C'est aux mêmes conclusions qu'aboutit un autre camarade, Hervé Charles, de Plouézoch. Pour lui, le rôle du P.S.U. est de regrouper (de chercher à regrouper) ceux qui, à l'intérieur ou en dehors de la S.I.C.A., se posent les mêmes problèmes, et aussi de proposer des solutions : doit-on s'en tenir au marché traditionnel, doit-on rechercher de nouveaux liens entre producteurs et consommateurs, doit-on s'orienter vers la constitution de coopératives ? Bref, il est d'empêcher que les regroupements de producteurs ne soient à l'origine d'une nouvelle forme de capitalisme de groupe, que l'intégration de l'agriculture à l'économie générale du pays ne soit que la collusion avec les intérêts des classes dirigeantes, il est de tracer les perspectives qui permettront de sauvegarder les solidarités fondamentales entre tous les travailleurs.